

sonnel gouvernemental, et des anciens dirigeants au sein des différents partis. Dans le P. O. B. ce seront De Man et Spaak qui mèneront la barque, alors que la « vieille garde » n'aura qu'une fonction d'appoint pour faire accepter, par les masses, l'évolution qui s'y produit. Au sein du Parti Catholique les Carton de Wiart et Crockaert semblent devoir céder le pas aux équipes du Bus de Warnaffe et Bodart, alors que dans le Parti libéral ce sont aussi les « jeunes » acquis à l'idée de la nécessité d'une « profonde transformation sociale » qui prennent la direction.

Et le rexisme? Jusqu'ici c'est à lui que le capitalisme a conféré la fonction de stimulateur des modifications à opérer au sein des différents partis et dans l'assiette politique du régime lui-même. Dans la mesure même où Spaak a donné le départ de la croisade pour la défense de la démocratie, ce sont tous les partis qui ont appliqué dans leur sein, et à une allure vertigineuse, les transformations que Rex proclamait. Le 11 avril ce n'était pas un duel opposant deux programmes pour voir qui des deux était le mieux qualifié à réaliser le « nationalisme national ».

Van Zeeland a gagné la partie. C'est dans la mesure où, sans en arriver à l'écrasement total des organisations ouvrières (ce en quoi, et en quoi uniquement consiste le fascisme, toutes les formules qu'on débite sur un régime fasciste à la belge qui pourrait être autre que celui des autres pays devant être répétées comme du bavardage inutile), le capitalisme belge pourra en arriver à amortir les heurts de classe, que la menace fasciste ne se présentera pas comme une réalité. Dans le cas contraire l'échec électoral de Degrelle le 11 avril représentera la meilleure condition pour sa prochaine victoire. Ainsi qu'il en fut le cas en Italie, lorsque Mussolini fut écrasé en 1919 sous un flot de voix « rouges », c'est justement la réalisation de la plus grande confusion rassemblant les ouvriers qui détermine, par après, le plus grand découragement parmi les masses, ce dont les assassins fascistes profitent pour lancer à l'assaut leurs escouades armées. En effet, il est certain que si le moment devait arriver en Belgique où le duel des classes prendrait les formes extrêmes, les ouvriers qui ont voté en masses pour Van Zeeland, qui ont été amenés à voter pour lui, par l'unanimité des partis ayant une

influence parmi eux, en seraient portés à douter de leur force, car ils avaient cru que les 275.000 voix représentaient une garantie sûre de leur sort. La « grande » victoire deviendrait la terrible déception, les fascistes en seraient les seuls bénéficiaires, et tout comme en Allemagne en Janvier 1933 le triomphateur du 11 avril, Van Zeeland se dépêcherait, le moment venu, d'appeler Degrelle à sa succession.

Mais il n'est pas exclu, et nous pensons même que c'est là l'hypothèse la plus probable, que les ressources du capitalisme belge soient moins restreintes que celles des capitalismes italiens et allemand et que sa domination puisse ne pas être mise en danger par l'écllosion des luttes de classe pour des objectifs de revendications immédiates. Dans ce cas la victoire de Van Zeeland peut s'affirmer durable et l'intérêt qu'a témoigné le capitalisme de tous les pays indique bien que les événements de Belgique pourraient représenter un indice de l'évolution politique en d'autres pays. Nous ne nous basons nullement sur l'atténuation provisoire des effets de la crise économique (dûe uniquement au surarmement massif dans tous les pays), car en Italie, tout comme en Allemagne, ce n'est pas au point culminant de la crise économique que l'attaque fasciste déferle, mais par contre lorsque la défaite ouvrière permet au capitalisme d'y trouver une issue momentanée. Nous nous basons plutôt sur le fait que la maturation révolutionnaire au sein du prolétariat étant bien moins prononcée que dans les pays où le capitalisme a dû faire recours au fascisme, les bourgeoisies, dites démocratiques, pourraient à cause même des plus grandes ressources économiques dont elles disposent, construire, avec leur carcasse parlementaire, un édifice capable de maintenir, dans les cadres du régime, les mouvements revendicatifs des ouvriers.

La compatibilité des partis indépendants avec l'incorporation à l'Etat des organisations syndicales se ferait donc ainsi : pour les syndicats l'on en arrivera à des solutions juridiques et formelles, quant aux partis leur indépendance apparente s'accompagnera avec une refonte totale qui les souderait à l'Etat capitaliste et au travers d'équipes ministérielles stables. Quand aux conflits de classe, l'hypothèse n'est même pas à soulever qu'il soit possible, au travers d'empêchements d'ordre légal, d'en éviter

l'écllosion. Dans ce but il n'y a qu'un seul moyen, celui de la dictature fasciste. Van Zeeland ne peut donc prétendre à mettre les grèves hors de la loi, mais, en collaboration étroite avec tous les partis, il escompte pouvoir mettre l'Etat capitaliste hors du danger de l'attaque révolutionnaire du prolétariat. Entreprise qui, si elle est vouée à un échec sûr pour une longue période, peut quand même obtenir des possibilités de succès pour une certaine période.

Pour assurer la victoire de Van Zeeland toutes les organisations ayant une suite parmi les masses ont travaillé d'arrache-cœur et le Parti Socialiste Révolutionnaire (?) n'a pas manqué à ce concert honteux. A notre connaissance deux groupements seulement ont appelé les ouvriers à opposer au front ennemi se départageant entre Degrelle et Van Zeeland, leur propre front de classe. La Ligue des Communistes Internationalistes a préconisé l'abstention en contredisant ainsi la position qu'elle avait prise lors des élections partielles de mai 1935 et lors des élections générales de mai 1936. A ce moment là l'on affirmait que le devoir des communistes était de contribuer à l'échec des fascistes car « La ligue » n'entend faciliter aucune façon, même par un conseil d'abstention la révision du régime auquel le capitalisme se trouve acculé pour sauvegarder ses privilèges » (*Bulletin* juin 1936). L'on pourrait penser que nous assistons actuellement à un revirement profitable

aux intérêts de la classe ouvrière, mais pour cela, il faudrait pouvoir constater une modification radicale de la politique de cette organisation. Malheureusement ce n'est pas le cas. Cette Ligue vient en effet de rompre avec le courant Marxiste existant en son sein, et cela à propos des événements d'Espagne. L'on comprend difficilement qu'en Espagne les ouvriers puissent mener leur lutte antifasciste « malgré » le gouvernement de Caballero, alors qu'en Belgique cela ne serait pas possible. Le fait qu'en Espagne la partie se règle par les armes, alors qu'en Belgique la bataille n'est qu'électorale, est un argument supplémentaire pour appliquer là bas une politique mille fois plus énergique. L'autre argument qu'une situation révolutionnaire existerait en Espagne confirmerait d'autant plus la nécessité d'une politique plus ferme car aux formes extrêmes de la lutte pour la révolution ne peut correspondre qu'une attitude extrêmement intransigeante du prolétariat. L'on voit bien que la position actuelle de la Ligue des Communistes Internationalistes nous interdit d'escompter une évolution correspondante de toutes ses positions pour rejoindre le front où lutte le prolétariat belge et de tous les pays.

La « Fraction belge de la gauche Communiste Internationale » a pris une attitude qui cadre avec tout son programme, et ses mots d'ordre, ainsi que ses principes, s'incorporent à la lutte de la classe ouvrière de Belgique et internationale.

La Nouvelle Constitution aux Indes

On y est arrivé, mais à une allure de tortue. Elle ne fonctionne que partiellement, car, le 1er avril, n'est entrée en vigueur que l'autonomie provinciale. Il est vrai qu'il s'agit d'un pays dont la superficie (non compris la Birmanie, qui a été détachée de l'Inde et qui est devenue une colonie séparée), égale celle de l'Europe (moins la Russie d'Europe), et que sa population de 340 millions d'habitants, représente presque le cinquième de la population mondiale. Cette population comprend sept races qui parlent 7 langues, et 222 dialectes, professent une douzaine de religions et sont rangés en milliers de castes (rien qu'entre les Brahmanes seuls il y en a 1,800).

C'est aux Indes que le « dividi et impera » a été poussé jusqu'à la virtuosité, par l'impérialisme britannique, lui permettant de dominer tout un continent avec quelques milliers de fonctionnaires et 60.000 soldats.

Il s'est appuyé sur les princes indigènes, sur les propriétaires fonciers (qui redoutaient la campagne de Gandhi, dirigée contre le fermage); mais il a surtout exploité l'antagonisme entre indous et musulmans. Ces derniers représentent principalement la propriété foncière dont l'affermage des terres constitue la principale ressource tandis que les indous forment la partie usurière et industrielle de l'économie capitaliste aux In-